

# Des Mahorais bacheliers et néanmoins illettrés, ça ne vous interpelle pas ?

écrit par Maxime | 4 décembre 2016



J'ai connu ces dernières années personnellement une centaine de Mahorais et une dizaine de Comoriens en métropole.

Parmi les Mahorais qui avaient leur baccalauréat pourtant, certains étaient illettrés. Il serait intéressant qu'un journaliste se penche sur la question du niveau scolaire à Mayotte et l'adéquation avec la métropole, compte tenu aussi de la politique – paraît-il – consistant à donner à un certain pourcentage d'élèves le baccalauréat pour chaque académie.

A ce propos, une de mes amies qui habitait dans le Cantal n'avait pas eu son bac, ce qui est extrêmement rare, même au rattrapage, l'année où moi je l'ai passé. Pourtant, elle s'exprimait dans un français parfait et elle connaissait très bien l'histoire de France. C'était une Française de souche issue d'un milieu social élevé. A-t-elle été victime du fait qu'elle habitait dans une Académie peu peuplée et de cette politique de « pourcentage », qui conduit peut-être à ne pas donner le bac à des élèves qui seraient ailleurs en capacité de l'obtenir ? Si le niveau global est meilleur dans telle Académie, les élèves moyens là sont considérés comme mauvais ici.

Je m'interroge...

Les Comoriens que je connaissais, quoiqu'ils ne soient pas français, vivaient beaucoup plus « more gallico » que nos désormais concitoyens à part entière de

Mayotte.

Peut-être avaient-ils été triés sur le volet, comme l'immigration venant des Comores est limitée, contrairement à celle venant de Mayotte ?

Il faut certes se garder de généraliser, mais j'étais plus à l'aise avec les Comoriens qu'avec les Mahorais...

Concernant enfin le discours de Marine le Pen, il peut certes être un peu énervant parfois, mais les lois sur la liberté d'expression ne permettent plus de dire grand chose. Elle pourrait peut-être désormais être plus audacieuse en commençant ses phrases ainsi : « comme le président Trump l'a dit aux Etats-Unis... ». En effet, qui irait la poursuivre pour dire ce que Trump a le droit de dire dans la plus grande démocratie du monde (paraît-il) ?

Ce sont en tous cas ses actes qui seront le plus importants. On peut voir de la sincérité dans son projet, par exemple, quand elle veut abroger les baux emphytéotiques administratifs culturels. Ce n'est pas une mesure démagogique car personne ne sait ce que c'est en général, sauf les habitués de la réinfosphère, mais elle serait drôlement efficace.

Elle a assez dénoncé dans le passé certains agissements, ce qui lui a d'ailleurs valu des poursuites judiciaires (et elle a été relaxée finalement).

Je pense qu'elle veut éviter d'être salie par des procès en cours ou des poursuites à l'approche des présidentielles :

[http://www.lemonde.fr/police-justice/article/2015/12/15/marine-le-pen-va-etre-fixee-sur-ses-propos-comparant-prieres-de-rue-et-occupation\\_4832052\\_1653578.html](http://www.lemonde.fr/police-justice/article/2015/12/15/marine-le-pen-va-etre-fixee-sur-ses-propos-comparant-prieres-de-rue-et-occupation_4832052_1653578.html)

Cette approche paraît sage.

Néanmoins, il paraît aussi important qu'elle évoque, à propos des objectifs de la sortie de l'Europe, non seulement la nécessité de ne plus être soumis à un excessif libéralisme économique et de réinstaurer un protectionnisme national qui n'est que la conséquence de l'idée républicaine, mais aussi les enjeux identitaires.

Le contrôle des flux migratoires intéresse ces deux objectifs aussi, de façon cumulative et sans doute indissociable au fond.

La reconquête ne peut être que progressive dans le cadre d'une politique réaliste. Son discours ne doit pas être trop agressif non plus, pour éviter, ici aussi, une guerre civile qui éclaterait lors de son élection dans le cas contraire.

Il revient à d'autres mouvements, qui ne prétendent pas gouverner directement, de dire les vérités qu'elle ne peut dire aisément comme femme politique, quitte à évoquer une forme de désaffection afin de donner le change quant à une perte de

soutien...

L'essentiel est d'être conscient que sa candidature est la plus à même de limiter les dégâts et de limiter les conséquences des politiques menées jusqu'à présent pour voter quand même pour elle le moment venu. Ne dit-on pas que le mieux est l'ennemi du bien ?